

Discriminations : un facteur d'engagement politique chez les étudiants ?

Par Lola Bruneau-Baujard, Marion Leclercq et Maïenne Guinée

Un peu moins de la moitié des étudiants que nous avons interrogés durant cette enquête déclarent avoir subi, au cours des cinq dernières années, des discriminations ou traitements inégalitaires (39,7%). Dans le même temps, ces mêmes étudiants se sont révélés engagés dans plusieurs causes, par le biais de différents moyens, à la fois traditionnels et alternatifs. A partir d'une enquête universitaire sur le rapport à la politique des étudiants, nous avons décidé de nous intéresser à l'impact des discriminations sur leur engagement.

En 2022, l'institut de la statistique et des études économiques (INSEE) publie un rapport montrant la participation électorale sur une durée de vingt ans, entre 2002 et 2022, se basant principalement sur les facteurs de l'âge et du niveau de diplôme. Le constat est alors clair : l'abstention est en hausse permanente, et plus particulièrement chez les jeunes. Elisabeth Algava et Kilian Bloch étudient alors cet écart de participation selon l'âge, participation qui est de seulement 28% chez les moins de 30 ans face à 59% chez les 65 ans et plus (chiffres basés sur la participation au second tour des législatives 2022). Cependant, cette tendance de participation électorale des jeunes en baisse a connu un renversement et un inversedement dernièrement, plus particulièrement en juin 2024, suite aux élections européennes 2024 et à la dissolution de l'assemblée. La montée de l'extrême droite, qui a chamboulé les équilibres politiques, a ainsi provoqué une hausse de l'engagement politique, en particulier chez les étudiants. Selon l'institut de sondage Ipsos, alors que le taux d'abstention était de 60% chez les 18-24 ans aux européennes début juin 2024, il descend à 42% aux législatives, en seulement quelques semaines. Les étudiants se tournent aussi vers des modes d'engagement alternatifs, tels que les manifestations, qui ont été nombreuses dans ce contexte de tensions politiques. Cela amène alors à s'interroger sur les raisons de cet engagement multiple et soudain des étudiants et de la jeunesse. Ainsi, nous ferons le rapprochement entre différentes formes d'engagement et discriminations. En effet, les discriminations ont souvent des conséquences sur les individus qui en sont victimes, pouvant attiser de nombreux sentiments comme la peur, la colère et ainsi amener à la soif d'engagement politique.

Alors qu'est-ce qui pousse les individus à s'engager ? Les discriminations, vécues ou potentielles, selon le contexte politique, ont-elles un rôle à jouer selon les caractéristiques sociodémographiques des étudiants ?

Le profil des enquêtés

Principaux motifs de discrimination

Motifs de discrimination	Pourcentage (%)
Sexe	19,7
Origine ethnique/couleur de peau	11,1
Orientation sexuelle	5,5
Religion	6,3

Lecture : 19,7% des étudiants ayant été discriminés déclarent comme motif leur sexe. nb : certains ind cumulent motifs. Les personnes étudiées ici correspondent aux personnes ayant déclaré avoir vécu, au cours des cinq dernières années, des discriminations, violences ou traitement inégalitaire. Les motifs interrogés ont alors été multiples : âge, sexe, genre, lieu de résidence, origines sociales, handicap, couleur de peau, orientation sexuelle, religion, engagement politique. Nous avons sélectionné les 4 principaux et récurrents, et avons rendu compte de la proportion de chaque motif : sexe (19,7%), origine ethnique/couleur de peau (11,1%) orientation sexuelle (5,5%) et religion (6,3%). Il est cependant important de faire la distinction entre discrimination reconnue et discrimination ressentie, relevant de l'objectif et du subjectif. Comme le rappelle Jimmy Charruau, docteur en droit, la discrimination ressentie par une personne ne coïncide pas forcément avec la loi et floute ainsi les frontières du terme. A l'inverse, certaines personnes n'ont pas conscience des discriminations dont elles sont victimes malgré qu'elles soient reconnues dans la loi. Cependant toute discrimination est légitime et les deux notions sont surtout étroitement liées, l'une découlant de l'autre, et inversement.

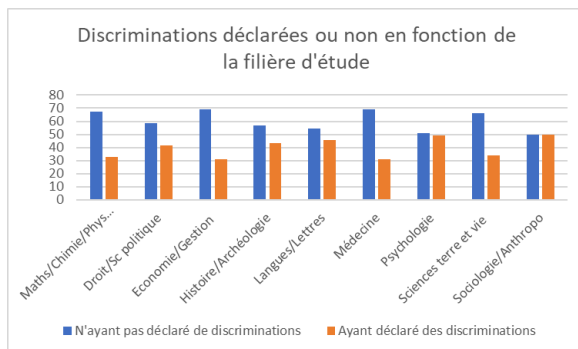
Encadré 1 : enquête POF sur le rapport à la politique chez les étudiants

Ce travail s'inscrit dans le cadre d'une enquête quantitative en partenariat avec les universités du collectif POF (Brest, Caen, ENS Saclay, Le Havre, Paris 10, 8, Nantes, Saint-Denis, Saint-Etienne, Tours, Versailles). La passation nous a permis de disposer de 13 218 questionnaires remplis, dans lesquels nous avons pu collecter à la fois les données sociodémographiques des enquêtés (âge etc) mais aussi sur leur rapport à la politique, en captant à la fois les motivations et moyens de leur engagement. Le questionnaire a été distribué aux étudiants directement dans les classes (choisies de manière aléatoire pour chaque groupe d'enquêteurs) par le biais à la fois de questionnaires papiers mais surtout de QRcodes (pour l'université de Tours). Nous avons cependant connu des difficultés durant cette passation, où nous n'avons pas pu passer le questionnaire à autant d'étudiants que nous l'imaginions en raison de plusieurs refus, ou de report justifié par le QRcode mais aussi de salles vides ou fortement réduites. Malgré cela, nous avons pu collecter un échantillon suffisamment représentatif de la population étudiée.

Une prise de conscience qui diffère selon les étudiants et leurs caractéristiques sociales

Différente sensibilisation aux discriminations selon la filière d'étude

Cette frontière entre discriminations vécues et ressenties s'explique par une socialisation qui diffère d'abord selon le milieu social des étudiants, les plus favorisés étant davantage sensibilisés à la politique. Le contexte d'étude joue ensuite un rôle fondamental dans ce processus (Sébastien Michon, 2008). En effet, la filière choisie par l'étudiant l'expose de manière plus ou moins importante à des sujets et discussions politiques. A titre d'exemple, les filières des sciences humaines et sociales sont reconnues pour traiter de nombreux sujets d'actualités et font l'objet de débats politiques qui incitent les étudiants à s'intéresser à ces thématiques. Cet environnement scolaire est donc un moyen pour l'étudiant de prendre conscience des inégalités sociales et de la présence de discriminations, à l'inverse d'autres filières, scientifiques par exemple.



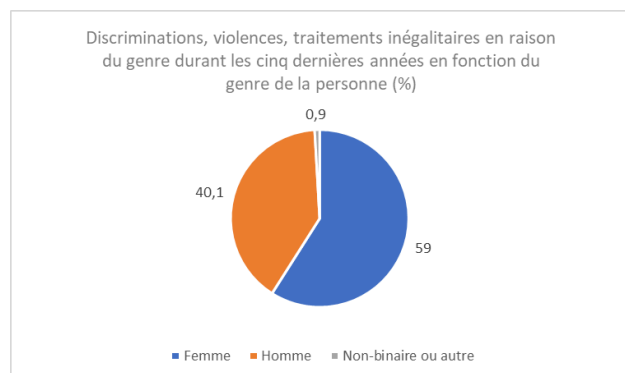
Lecture: Au sein de la filière de médecine, près de 70% des étudiants interrogés déclarent ne pas avoir vécu de discriminations durant les cinq dernières années contre 30% qui en ont été victimes.

Ce diagramme, représentant les différentes filières interrogées, regroupe celles qui sont similaires afin d'obtenir des effectifs plus significatifs pour l'interprétation des données. La lecture de ces résultats suggère que les étudiants qui déclarent le plus avoir été victimes de discriminations durant les cinq dernières années viennent de filières littéraires ainsi que des sciences humaines et sociales. Cela concerne par exemple la sociologie (50%), la psychologie (50%), les langues et lettres (environ 45%) et l'histoire/l'archéologie (environ 45%). D'un autre côté, les étudiants des filières qui déclarent ne pas avoir vécu de

discriminations viennent principalement des filières telles que économie/gestion (70%), médecine (70%), mathématiques/physique/chimie (près de 70%). Ces éléments sont significatifs du rôle que peut jouer le contexte d'étude dans la politisation de l'étudiant ainsi que de sa sensibilisation aux discriminations. Cela confirme alors le travail de Sébastien Michon. Traiter ces sujets de manière régulière permet d'avoir conscience de la présence de discriminations et du fait que l'on peut en être victime. Pourtant, il convient tout de même de nuancer ce propos en soulignant le fait que la filière d'étude n'est pas le seul facteur influençant la sensibilisation aux discriminations. Il faudrait ainsi étudier l'entièreté des caractéristiques sociodémographiques des enquêtés afin d'obtenir l'entièreté des éléments significatifs et potentiels facteurs à cette sensibilisation.

Les étudiantes femmes déclarent plus de discriminations de genre : fin de l'intériorisation

Au sein de l'étude du profil de nos enquêtés, le motif de discrimination le plus déclaré est celui du genre. Parmi cette population, une majorité de femmes est touchée, avec 59% de victimes, contre 40,1% d'hommes.



Lecture: 59% des femmes interrogées déclarent avoir subi des discriminations, violences, traitements inégalitaires en raison de leur genre au cours des cinq dernières années.

En comparant ces données avec d'autres enquêtes portant sur les discriminations sexistes (INSEE, 2021), on observe que les déclarations de discriminations augmentent au fur et à mesure des années. Une des raisons qu'il est possible d'avancer est celle de la propagation du mouvement féministe, notamment du #MeToo. La diffusion d'idées féministes aussi bien sur les réseaux sociaux que sur des médias traditionnels

Encadré 2 : méthodologie

Sylvie L. M et Emilie R. redéfinissent la notion de discrimination, avec une dimension principalement juridique. Nous voulions, nous, mettre en avant son lien et son influence sur l'engagement politique des étudiants, en prenant aussi la discrimination au sens de ressenti. Nous avons donc décidé de nous demander, alors que l'on observe de multiples formes de traitements discriminatoires, et de diverses manières de s'engager, quel est l'impact des discriminations, vécues ou non vécues, sur l'engagement politique ? Nous avons pour cela principalement considéré la question "Au cours des 5 dernières années, avez-vous déjà subi des violences, des discriminations ou des traitements inégalitaires ?", et l'avons relié aux différentes variables sur l'engagement politique. En effet, en raison du choix de notre thématique, nous n'avons dû exploiter qu'une partie du questionnaire (conçu pour étudier le rapport des étudiants à la politique en général) afin de répondre à notre problématique. Cette réponse est alors structurée en deux thématiques : facteurs de prises de conscience des discriminations et influence de ces dernières sur l'engagement politique des étudiants.

entraînent une sensibilisation politique plus importante chez les étudiants et surtout chez les étudiantes (Viviane Albenga, 2021). En étant plus déclarées et reconnues, les discriminations sont conscientisées, ce qui participe à la sensibilisation. Ainsi, les médias jouent un rôle primordial dans la diffusion de ces idées bien que leur impact soit corrélé au contexte social de chaque individu.

Le fait d'avoir subi des discriminations a une influence sur l'engagement politique des étudiants

Encadré 3 : mots-clés et définitions

Engagement politique : acte par lequel on s'investit en politique, en s'identifiant à des idées et courants, ou encore à des groupes, tout en manifestant cette identification de plusieurs manières.

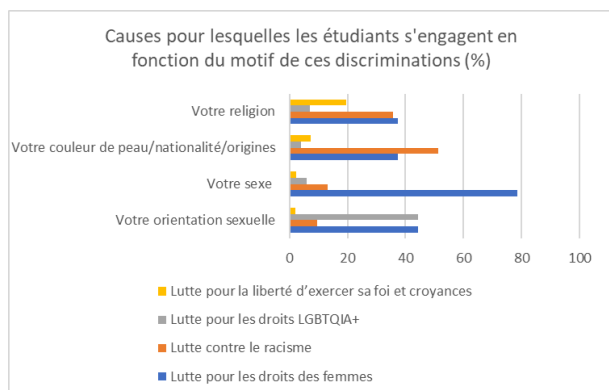
- *Traditionnel* : forme d'engagement le plus institutionnalisés, souvent correspondant au plus ancien (vote, meeting etc)
- *Alternatif* : forme d'engagement moins institutionnalisée, dans un but de renouveau (manifestations, réseaux sociaux)

Discrimination : situation encadrée juridiquement désignant un traitement défavorable imposé à une personne, et fondé sur un motif prohibé légalement, qui se produit dans un domaine de la loi. Elle se caractérise alors par un différentiel de chance d'accès aux biens entre les groupes sociaux. On parle aussi, étroitement liée à son homonyme juridique, de discrimination ressenti.

LGBTQ : communauté de minorités regroupant les personnes lesbiennes Gays Bisexuelles Transgenres et Queers

Filière universitaire : parcours de formation proposé par les institutions d'enseignement supérieur, qui permet d'acquérir des compétences. C'est un espace socialement structuré (inégalités d'accès, hiérarchie sociale des filières etc).

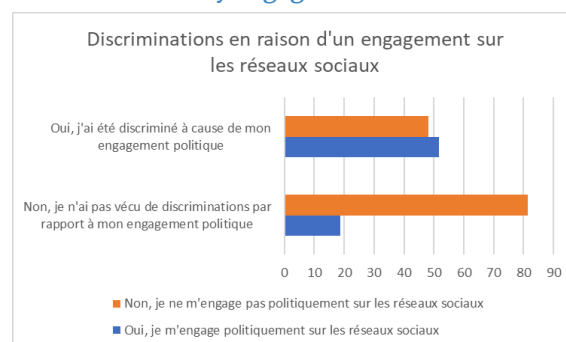
Les motifs de discriminations vécus déterminent les causes dans lesquelles les étudiants s'engagent



Lecture : 79% des étudiants ayant été discriminés en raison de leur sexe s'engagent en faveur de la lutte pour les droits des femmes.

On constate que les étudiants ayant été victimes de discriminations s'engagent le plus dans des luttes qui découlent des motifs des discriminations qu'ils ont subis. En effet, les jeunes sont très engagés dans les causes qui les affectent directement (Dimitra Pachi, 2015). Nous avons pris en compte les motifs de couleur de peau/nationalité/origines, de sexe, d'orientation sexuelle et de religion, respectivement corrélé à la lutte contre le racisme, pour les droits des femmes, pour les droits des LGBTQIA+ et pour la liberté d'exercer sa foi. Ce lien direct de cause à effet est cependant à nuancer, plus complexe qu'il n'en paraît. On remarque par exemple pour le cas des étudiants discriminés en raison de leur religion que la seconde lutte dans laquelle ces derniers s'engagent le plus (après celle des droits des femmes) est la lutte contre le racisme, et non pour la liberté d'exercer sa foi et ses croyances. On peut expliquer ce phénomène par l'entremêlement de certaines luttes et discriminations. En effet, les personnes victimes de discriminations en raison de leur religion en France sont souvent susceptibles d'être également victimes de racisme : les personnes d'origine maghrébine et de confession musulmane par exemple. De même pour ceux discriminés en raison de leur orientation sexuelle qui s'engagent le plus, à même échelle, pour les droits des LGBTQIA+ et les droits des femmes. On voit encore ici un entremêlement des différentes oppressions (genre et orientation sexuelle) qui pousse les individus à s'engager dans de multiples causes. On peut alors parler de lutte intersectionnelle. On constate, à l'inverse, que, pour la majorité des cas, lorsque les individus ne sont pas touchés directement par une lutte (c'est-à-dire ici n'ont pas été discriminés pour ce motif), ils ne s'y engagent que peu. On le remarque principalement pour les droits des LGBTQIA+ et la lutte pour la liberté d'exercer sa foi et ses croyances (l'engagement est toujours inférieur à 10% pour les non discriminés).

Les étudiants ayant vécu des discriminations sur les réseaux sociaux s'y engagent moins



Lecture : Près de 50% des étudiants ayant été discriminés pour le motif de leur engagement utilisent les réseaux sociaux pour s'engager politiquement.

Au même titre que pour les motifs de discriminations, il est important de rappeler que l'enquête ne permet pas de connaître l'ordre des événements. Ainsi l'influx peut se faire à double sens : de discrimination à engagement et/ou de engagement à discrimination. Un individu peut donc se faire discriminer sur les réseaux parce qu'il s'y engage, mais peut aussi s'y engager parce qu'il s'y est fait discriminer, et inversement. Les étudiants ayant été victimes de discriminations en raison de leur engagement politique sur les réseaux sociaux sont ainsi plus nombreux à utiliser ces derniers pour s'engager politiquement que pour autre chose (plus de 50%). On peut expliquer ce phénomène par la plus importante facilité d'un engagement politique en ligne plutôt que dans la vraie vie. De plus, bien que les réseaux sociaux puissent être un lieu de cyberharcèlement, la possibilité de rendre son profil anonyme permet aux étudiants de réaliser leurs engagements sans risquer d'être critiqué. A l'inverse, les étudiants n'ayant pas été discriminés en raison d'un engagement politique utilisent en majorité les réseaux sociaux pour une autre raison que l'engagement politique, ce qui confirme cette corrélation entre engagement et discrimination, sans lien unique.

Plus de mobilisation politique chez les étudiants ayant vécu des discriminations, notamment par le biais de modes d'engagement alternatifs

En %	Manif en 2024	Syndicat/ collectif militant	Engagé sur les réseaux sociaux	Voté aux dernières élections
Pas déclaré de discriminations	15,4	3,6	9,3	55,4
Ayant déclaré des discriminations	31,5	9,4	23,3	57,9

Lecture : 31,5% des étudiants ayant déclaré avoir été victimes de discriminations ont participé à une manifestation en 2024. On constate que les étudiants ayant déclaré avoir été victimes de discriminations s'engagent davantage que ceux ne l'ayant pas déclaré, ce qui confirme les données (2015-16) de l'enquête de l'Université Paris 8. On remarque que les écarts qui se font les plus importants entre l'engagement de ces deux populations se situent dans les modes d'engagement alternatifs. En effet, les étudiants ayant déclaré avoir été victimes de discriminations sont deux fois plus nombreux à avoir participé à une manifestation en 2024 ainsi qu'à faire partie d'un syndicat/collectif militant et sont 2,5 fois plus nombreux à s'être engagés sur les réseaux sociaux que ceux n'ayant pas déclaré de discriminations. On peut expliquer cela par la perception de ces formes alternatives d'engagement comme des espaces pour s'engager pour des luttes précises et individualisées, qui touchent directement les étudiants. D'autant plus avec la présence des Nouveaux Mouvements Sociaux

qui s'engagent davantage en faveur des minorités. Nous pouvons citer les manifestations en faveur du mouvement *Black Lives Matter* ou des droits des femmes à l'occasion du 8 mars. A l'inverse, entre ceux ayant voté ou non aux dernières élections, l'écart est beaucoup plus faible entre discriminés ou non : seulement 2,5 points de pourcentage d'écart. Ces taux, deux groupes confondus, sont cependant les plus hauts observés. Malgré le choix pour beaucoup de jeunes ces dernières années de se tourner vers des modes d'engagement alternatifs, cela s'explique par une hausse du vote pour les 18-24 ans aux dernières élections législatives. Il a en effet été observé chez cette population une baisse de l'abstention de 60 à 42% entre les européennes et les législatives de 2024.

Les discriminations : une différente sensibilisation qui mène à un engagement échelonné et multiple

La conscientisation et la déclaration de discriminations chez les étudiants sont avant tout une question de sensibilisation. Liées à la filière d'étude mais aussi au contexte historique, ces déclarations ne sont donc pas les mêmes selon les étudiants, qui n'ont pas tous toujours conscience des traitements discriminatoires dont ils sont victimes. Par ailleurs, parmi les étudiants ayant déclaré des discriminations, les engagements politiques restent multiples, au même titre que les facteurs. Les motifs de discriminations des étudiants victimes déterminent alors souvent les causes dans lesquelles ils s'engagent. Le lieu de discriminations (vie virtuelle ou réelle par exemple) peut aussi faire varier le mode d'engagement des étudiants (alternatifs, tradition). Au-delà de la socialisation familiale et des échanges entre amis, les discriminations ont donc une place centrale et déterminante dans l'engagement politique des étudiants, de par leur fond et leur forme.

Bibliographie :

ALBENGA Viviane, « La socialisation au féminisme des étudiantes par les médias après Me Too », *Politiques de communication*, n° 17, 2021

ALGAVA, É., BLOCH, K. "Vingt ans de participation électorale : en 2022, les écarts selon l'âge et le diplôme continuent de se creuser", *INSEE*, 2022

CHARRUAU Jimmy, "Fabrique des discriminations ressenties", *Libération*, 2021

INSEE, « En 10 ans, le sentiment de discrimination augmente, porté par les femmes et le motif sexiste », *INSEE Première*, 2021

MICHON Sébastien, «Les effets des contextes d'études sur la politisation», *Revue française pédagogie*, 2008

PACHI D., « Le rôle de la discrimination et d'autres facteurs dans la participation politique des jeunes d'origine immigrée », *Les Politiques Sociales*, vol. 2, 2015, p. 11-22.

STUPPIA Paolo, HAUTE Tristan, La « démocratie de l'abstention » à l'Université, *Agora Débat/Jeunesse*, 2021

UNIVERSITÉ PARIS 8, *Les effets des discriminations sur la mobilisation des étudiants*, 2017.

